

Discuter du Projet de loi 124 avec les députés provinciaux néo-démocrates



Un aperçu du Projet de loi 124

- Le Projet de loi 124, la « *Loi visant à mettre en œuvre des mesures de modération concernant la rémunération dans le secteur public de l'Ontario* » est une attaque directe contre les travailleurs du secteur public de première ligne qui fournissent quotidiennement ces services à toutes les communautés ontariennes.
- Le Projet de loi 124 dépouillera les travailleurs de leur droit à la négociation collective, protégé par la Charte.
- Il obligera les travailleurs du secteur public de première ligne à accepter des conventions collectives qui ne suivent pas le rythme de l'inflation.
- Il puisera dans les portefeuilles des travailleurs de première ligne de l'argent qu'ils dépenseraient autrement dans nos communautés.
- Il préparera le terrain pour plus de compressions dans les services publics et pour plus d'attaques contre les travailleurs et les citoyens les plus vulnérables.

L'Ontario a un problème de revenus et non de dépenses.

- Plafonner les augmentations de salaire pour équilibrer le budget n'est pas la solution. **L'Ontario a un problème de revenus et non de dépenses.**
- L'Ontario dépense MOINS, par personne, en services publics que toute autre juridiction canadienne.
- Les données du ministère du Travail montrent que les salaires des travailleurs du secteur public n'ont pas augmenté au même rythme que l'inflation, et ce depuis dix ans.
- Si les politiciens tenaient vraiment à régler les problèmes financiers de l'Ontario, ils aligneraient les revenus de la province sur ceux d'autres juridictions en levant davantage d'impôt sur ceux qui sont en mesure de payer, à savoir les sociétés et les individus les plus riches.
- Cibler les travailleurs qui fournissent des services publics essentiels ne les améliorera pas. Cela ne fera que nuire à vos commettants et mettra tous les Ontariens en situation de risque.
- Le Projet de loi 124 ne fera qu'aggraver une situation épouvantable, en particulier celle des travailleurs de première ligne peu rémunérés qui fournissent ces services publics indispensables dans votre circonscription et celle de vos commettants qui dépendent de ces travailleurs et de leurs services.

Voici quelques idées pour que nous puissions travailler ensemble afin de contrer le Projet de loi 124.

- Démarchage et distribution de dépliants sur la question.
- Assemblées publiques.
- Affichage sur le site Web.
- Appuyer le rejet du Projet de loi 124 sur Facebook et sur Twitter.
- Conférences de presse locales avec les membres qui seront les plus touchés par le Projet de loi 124.
- Soumettre des lettres d'opinion à vos journaux locaux.
- Entrevues avec les médias à la radio locale.

- Signer la pétition. Avoir des documents du SCFP dans votre bureau de circonscription à l'intention du public.
- Poser des questions à la Législature.
- Retarder l'adoption du Projet de loi/faire obstruction à l'adoption du Projet de loi.
- Conférence de presse conjointe avec le SCFP à Queen's Park.
- Vous tenir au courant des changements ou de toutes nouvelles à venir concernant le Projet de loi 124.

SEPB491/EW

